

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 14 mars 2016

Direction de la police et des affaires militaires

**9 2016.RRGR.54 Motion 011-2016 PS-JS-PSA (Brunner, Hinterkappelen)
Cours de langue et de civilisation pour les nouveaux réfugiés et requérants d'asile**

N° de l'intervention: 011-2016
N° d'affaire: 2016.RRGR.54
Déposée le: 18.01.2016
Déposée par: PS-JS-PSA (Brunner, Hinterkappelen)
 (porte-parole)
 PS-JS-PSA (Baltensperger, Zollikofen)
 PS-JS-PSA (Schindler, Berne)
 PS-JS-PSA (Siegenthaler, Thoune)
 PS-JS-PSA (Gabi Schönenberger,
 Schwarzenbourg)
Cosignataires: 10
Urgence: accordée le 21.01.2016
N° d'ACE: 218/2016 du 24 février 2016
Direction: POM

Cours de langue et de civilisation pour les nouveaux réfugiés et requérants d'asile

Le Conseil-exécutif est chargé de veiller à ce que dès leur attribution au canton de Berne, les nouveaux réfugiés, les requérants d'asile et les personnes admises provisoirement aient l'obligation de suivre des cours de langue et de civilisation.

Développement :

La Suisse et le canton de Berne ont une longue expérience de l'intégration des requérants et requérantes d'asile. Le canton, les communes et les œuvres d'entraide, mais aussi les Eglises, les entreprises et les particuliers ont mis en place des structures qui facilitent l'intégration sociale et professionnelle des personnes demandant protection. Le nombre croissant de requérants et requérantes d'asile nous amène à mettre cette expérience à profit et à la consolider avec les mesures adaptées. L'intégration linguistique et culturelle est indispensable pour que ces personnes trouvent leur place dans notre société et pour assurer le bon fonctionnement du vivre ensemble.

Thomas Kessler, spécialiste en intégration, estime à ce sujet «qu'à vouloir faire des économies au commencement du processus d'intégration, on s'expose à des coûts induits au moins sept fois plus élevés [trad.]. »

Les cours de langue et de civilisation constituent un investissement initial. De tels cours valent aux participants et participantes de meilleures chances dans la maîtrise de leur propre vie. Les requérants et requérantes d'asile apprennent à se mouvoir en Suisse et à y trouver leur place. La langue et la manière de gérer les contacts avec l'autre sexe offrent la clé d'une intégration durable, et une structure du quotidien. Ces personnes sont ainsi plus rapidement en état de tirer profit d'une offre de formation ou d'intégration et de prendre pied dans le marché du travail.

Les cours de civilisation sont importants pour familiariser un requérant ou une requérante d'asile avec notre système judiciaire et nos us et coutumes, et leur enseigner que toute infraction à l'ordre juridique suisse est dénoncé à la police. Le respect dans les contacts avec les personnes de l'autre sexe et avec les enfants peut être discuté en référence à de bons et à de mauvais exemples. A titre préventif, le thème du harcèlement sexuel peut être abordé.

L'isolement est souvent le sort qui attend les femmes et les mères de langue étrangère quand elles arrivent avec de petits enfants ou que leur formation scolaire est limitée. C'est pourquoi il faut s'assurer que les femmes aient accès à des tels cours, qu'elles aient ou non des enfants.

Les cours d'intégration contribuent d'une manière essentielle à l'établissement réussi dans l'environnement social et professionnel. Ils ont un effet clairement préventif des comportements criminels et de l'isolement social.

Réponse du Conseil-exécutif

Tout d'abord, le Conseil-exécutif estime judicieux de définir les différentes notions employées en l'espèce.

Les requérants et requérantes d'asile sont des personnes qui ont déposé une demande d'asile en Suisse et qui font l'objet d'une procédure, pendant laquelle elles ont en principe le droit de résider en Suisse; dans certaines circonstances, elles peuvent obtenir le droit d'exercer une activité lucrative dépendante.

Les personnes admises à titre provisoire sont des personnes qui font l'objet d'une décision de renvoi de Suisse mais pour lesquelles l'exécution du renvoi se révélerait illicite (violation du droit international public), inexigible (mise en danger concrète de l'étranger) ou matériellement impossible (pour des motifs techniques d'exécution). L'admission provisoire constitue donc une mesure de substitution. Elle peut être prononcée pour une durée de douze mois. Le canton de séjour peut en prolonger la durée, à chaque fois pour douze mois. Indépendamment de la situation sur le marché du travail et des conditions économiques, les autorités cantonales peuvent autoriser les personnes admises à titre provisoire à exercer une activité lucrative. L'octroi ultérieur d'une autorisation de séjour est régi par les dispositions de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr; RS 142.20; art. 84, al. 5).

Les réfugiés reconnus sont des personnes dont le statut de réfugié est officiellement reconnu et auxquelles l'asile est en principe accordé. La notion de réfugié se fonde sur la Convention relative au statut des réfugiés conclue à Genève le 28 juillet 1951 et est définie à l'article 3 de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi; RS 142.31). Suite à une décision positive en matière d'asile, la personne se voit octroyer une autorisation de séjour à l'année (permis B).

Sur le fond, le Conseil-exécutif estime important de garantir un accès à un environnement social favorisant l'apprentissage de la langue et l'intégration (école, poste de travail, associations, etc.). Il reconnaît la nécessité de faire en sorte que les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire puissent bénéficier de cours de langue dès leur attribution au canton de Berne. C'est dans ce cadre également qu'il conviendrait d'aborder des thèmes tels que l'égalité entre la femme et l'homme. Le Conseil-exécutif est conscient du fait qu'à ce niveau, toute économie, aussi menue soit-elle, est susceptible d'entraîner des répercussions disproportionnées sur l'économie (notamment sur les coûts en matière d'aide sociale).

Le Conseil-exécutif ne pense par contre pas, contrairement à l'avis exprimé dans la motion, qu'il faille offrir les prestations étatiques dans le domaine linguistique et de l'intégration à l'ensemble des personnes, indépendamment de leurs perspectives de séjour. Les requérants et requérantes d'asile dont la procédure est en cours et qui n'ont guère de chance d'obtenir un droit de séjour en Suisse doivent être préparés au retour et non intégrés. Une intégration immédiate de l'ensemble des personnes nouvellement arrivées, qu'elles soient réfugiées ou admises à titre provisoire, ou qu'elles demandent l'asile, contreviendrait à une pratique de renvoi efficace.

Le Conseil-exécutif a pour objectif stratégique une meilleure intégration des personnes relevant du domaine de l'asile dont les chances de rester durablement en Suisse sont élevées et le renvoi rapide et cohérent de celles dont la demande d'asile est rejetée. En février 2015, il a décidé de réorganiser le domaine de l'asile selon le principe «Intégration par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) dès le début et conduite rapide et efficace des procédures de renvoi par la Direction de la police et des affaires militaires (POM)». Ces réflexions ont abouti au projet de restructuration du domaine de l'asile dans le canton de Berne (NA-BE), qui est actuellement en phase de conception et devra s'achever d'ici 2019.

Dans le cadre de ce projet, les structures et processus cantonaux seront adaptés au nouveau fonctionnement du domaine de l'asile à l'échelle fédérale, lequel prévoit qu'à l'avenir, la Confédération attribuera aux cantons avant tout les personnes dont les chances de rester en

Suisse sont proportionnellement plus élevées, à savoir les réfugiés reconnus ou les personnes admises à titre provisoire. Dans le canton de Berne, la SAP sera désormais chargée de l'hébergement et de l'encadrement de ces personnes, l'intégration professionnelle et sociale étant assurée de manière interdirectionnelle.

En date du 18 octobre 2014, la Collaboration interinstitutionnelle (CII) a établi un rapport concernant une amélioration de l'aide sociale en matière d'asile et de l'intégration («Optimierungen in den Bereichen Asylsozialhilfe und Integration»). Ce document indique que le nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié reconnu et de celles admises à titre provisoire sont en augmentation dans le canton de Berne, alors que seule une minorité d'entre elles est intégrée au marché du travail, ce qui se traduit par une part élevée de bénéficiaires de l'aide sociale. Compte tenu de cette réalité, le Conseil-exécutif a annoncé le 9 septembre 2015 qu'il entendait encourager les mesures ciblées visant à favoriser l'intégration des personnes susmentionnées. Il a chargé les Directions concernées d'introduire et de documenter les mesures adéquates dans le cadre des processus de planification.

L'acquisition de compétences linguistiques constitue une étape importante sur la voie de l'intégration. Sur mandat du groupe de pilotage de la CII, un groupe de coordination interdirectionnel pour l'encouragement de l'apprentissage de la langue (iDiKo-S) a été créé en avril 2014. Présidé par la Direction de l'instruction publique, il rassemble différents représentants des communes, de la Direction de l'économie publique, de la SAP et de la POM. Son objectif est de proposer une offre adéquate destinée à favoriser l'apprentissage de la langue par l'ensemble des personnes immigrées qui disposent d'un droit de séjour prolongé.

Le Conseil-exécutif partage l'avis exprimé dans la motion selon lequel il y a lieu de transmettre le plus rapidement possible les valeurs de notre société aux personnes qui viennent d'arriver afin que leur intégration soit réussie. Le canton de Berne tient aujourd'hui déjà compte de cette nécessité: le personnel des organisations chargées de l'encadrement des requérants et requérantes d'asile dans les centres d'hébergement collectif informe d'ores et déjà les nouveaux arrivants des règles et des us et coutumes en vigueur dans notre pays ainsi que des devoirs qui leur incombent. Depuis l'année dernière, ces personnes peuvent en outre bénéficier d'un cours proposé par la Police cantonale bernoise. Sur demande, elle se rend dans les centres d'hébergement collectif pour y présenter différents thèmes dans trois domaines: rôle de la police et règles en vigueur en Suisse (en particulier, ordre public, harcèlement sexuel, violence domestique, vol), informations sur la police et les contrôles qu'elle mène ainsi que sécurité routière.

Dans le cadre d'entretiens personnels, les réfugiés reconnus reçoivent aussi des informations concernant les droits et devoirs prévalant en Suisse. Ces personnes représentent le public cible du programme d'intégration Info Suisse, qui fournit des informations générales sur la vie en Suisse et représente un élément de base du processus d'intégration. Ce programme s'adresse également aux personnes admises à titre provisoire, qui peuvent s'y inscrire si nécessaire.

Compte tenu du besoin actuel en mesures d'intégration visant à mieux mettre en valeur les compétences des nouveaux arrivants et, par là même, à réduire à moyen terme les coûts de l'aide sociale, et vu les travaux en cours au sein de la CII, de la iDiKo-S et du projet NA-BE, le Conseil-exécutif propose d'adopter la présente motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir kommen zu Traktandum 9, einer Motion der SP-JUSO-PSA. Die Regierung ist bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen. Dies wird aus dem Rat bestritten. Wir führen eine freie Debatte. Frau Grossrätin Brunner hat das Wort.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Beim Thema Flüchtlinge steckt die Politik in unserem

Land schon seit sehr langer Zeit in einem Dilemma. Je früher die Flüchtlinge unsere Sprache lernen und Zugang zu Arbeit finden, desto besser ist dies für ihre Integration. Aber aus Angst davor, es könnten deshalb noch mehr Flüchtlinge nachkommen, hat unser Asylsystem bisher auf eine Abschreckungsdoktrin gesetzt. Die selbstbestimmte Migration von Flüchtlingen, die wir in dieser Zeit erleben, passt nicht zu unserem System der Abschreckung. Die Flüchtlinge kommen einfach trotzdem, und sie sind bereits da, auch wenn wir das nicht wollen. Die Abschreckungsstrategie ist demnach gescheitert. Nicht gescheitert ist aber die Hilfsbereitschaft der Menschen in unserem Land. Dieses Land hat in der Vergangenheit enorme Integrationsleistungen erbracht. Vieles haben wir gut gemacht. Klar ist aber auch, dass wir bei der Arbeits- und der kulturellen Integration noch einen Zacken zulegen müssen.

In seiner Antwort auf die Motion bestätigt der Regierungsrat die Notwendigkeit von Sprach- und Integrationskursen. In diesem Punkt sind wir uns also einig. Die Differenz zwischen der Regierung und unserem Fraktionsvorstoss liegt eigentlich in drei Worten begründet, nämlich: «können», «verpflichtend» und «Geschlechterkurs». Die grösste Schwierigkeit und Hürde bei der Integration von vorläufig aufgenommenen und anerkannten Flüchtlingen entstehen wegen der fehlenden Kenntnis der Landessprache und wegen des Nichtwissens um die kulturellen Unterschiede. Es braucht deshalb neben einem möglichst frühzeitigen Sprachunterricht auch eine Heranführung an unsere Sitten und Gebräuche, an die Schweizer Kultur und an die Normen unserer Zivilgesellschaft. Die Fluchtmigration von Frauen ist ein gesellschaftliches Phänomen, das hinsichtlich seiner Bedeutung und Auswirkung laufend zunimmt. Frauen sind teilweise bereits in ihrer Heimat, während der Flucht und auch im Aufnahmeland in besonderer Bedrängnis und auch sexualisierter Gewalt ausgesetzt. Aber auch im Zusammenhang mit Sprache und Arbeit, wenn sie dann einmal bei uns sind, gibt es Hürden, die für Frauen oft recht viel grösser sind, als für die männlichen Flüchtlinge. Das wird in unserem Land noch viel zu wenig berücksichtigt. Deshalb haben wir mit unserer Motion neben der Sprache auch ganz klar die Geschlechterthematik im Blick. Es geht uns nicht um Sex, oder darum, wie sich die Männer verhalten müssen oder nicht oder etwa um das Grabschen während der Fasnacht etc. Von solchen Pauschalverurteilungen distanzieren wir uns ganz klar. In unserer Motion geht es um das Verständnis des Umgangs mit Männlichkeit und Weiblichkeit in unserem Land, mit Fragen nach Hierarchien, Differenzen und stereotypen Geschlechterrollen-Zuschreibungen. Wir wissen, nach 35 Jahren Gleichberechtigung haben wir die tatsächliche Gleichstellung der Geschlechter auch in unserem Land noch nicht überall erreicht, aber das ist ein anderes Thema. Unser Vorstoss zielt auf das ab, was wir in der Vergangenheit erreicht haben, was wir erhalten und weiterentwickeln wollen. Aus diesem Grund fordern wir verpflichtend Sprach- und Geschlechterkurse für vorläufig aufgenommene und für anerkannte männliche und weibliche Flüchtlinge ab dem ersten Tag, an dem sie in den Kanton Bern kommen.

Im Integrationsprogramm erhalten die Flüchtlinge Grundinformationen über das Leben in der Schweiz. Das führt der Regierungsrat in seiner Motionsantwort auch aus. Das Programm sei «auch» für vorläufig aufgenommene Personen zugänglich, und sie könnten sich «bei Bedarf» dafür anmelden. Meine Erkundigungen haben ergeben, dass die Rechte oder die Stellung der Frau sowie das soziokulturelle Geschlecht in diesen Integrationskursen bisher nicht oder kaum ein Thema waren. Das SECO schreibt, 90 Prozent der vorläufig aufgenommenen Flüchtlingspersonen könnten langfristig in der Schweiz bleiben. Das heisst, wir wissen nicht, wer von denjenigen, die in den Kanton Bern kommen, bleiben wird und wer nicht. Aus diesem Grund wollen wir Sprach- und Geschlechterkurse gleich von Anfang an.

Die Integration von Flüchtlingen ist ein dynamischer facettenreicher Prozess des Gebens und Nehmens. Dazu gehört die Bereitschaft der Flüchtlinge, sich der Aufnahmegesellschaft anzupassen, ohne dabei ihre eigene kulturelle Identität aufgeben zu müssen. Integration braucht aber auch von uns die Bereitschaft zur Aufnahme und entsprechende finanzielle Mittel. (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) In diesem Sinn bitte ich Sie, dem Vorstoss zuzustimmen. Wir halten an der Motion fest.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Die FDP lehnt die Motion in dieser apodiktischen Form natürlich ab. Das ist klar. Wir haben dagegen grosse Sympathien für die zurückhaltende Formulierung der Regierung. Nun die sofortige Integration als Lösungswort, als Lösung aller Probleme im Asylbereich zu sehen, Frau Brunner, ist aus unserer Sicht einfach blauäugig. Dies könnte sogar ins Gegenteil verkehrt werden und kontraproduktiv wirken. Ich hatte grosse Freude an dem Satz in der Regierungsantwort, wonach eine schnelle Integration der Wegweisungspraxis widerspreche. Das schreibt die Regierung. Denn das schnelle Verfahren und die schnellen

Wegweisungen müssen ja gemäss Asylgesetz eigentlich das oberste Ziel sein. Und ich sage es noch einmal: Ein Land, das in punkto Integration allzu viel tut, wird nur attraktiver. Da widerspreche ich Ihnen, Frau Brunner, aber das ist meine Meinung. Sagen wir es so: Bei Flüchtlingsfamilien aus Syrien mit Kindern, also dem Idealtypus von Asylbewerbern, die verfolgt werden, bei denen muss etwas gemacht werden. Da haben wir nichts dagegen. Aber das ist nur ein kleiner Teil. Die vielen Nordafrikaner – nennen wir es einmal beim Namen –, die wir haben, diese alleinstehenden jungen Männer, die Eritreer, die den Asylgrund nicht erfüllen, die im öffentlichen Raum negativ auffallen – nicht nur in Köln, sondern auch in Thun, Biel usw. –, diese können wir nicht durch Sprach- und Geschlechterkurse integrieren. Diese jungen Leute wollen das auch gar nicht. Meinen Sie tatsächlich, mit Broschüren oder Piktogrammen über das Sexualverhalten, wie wir sie in der vergangenen Woche der Presse entnehmen konnten, könne man diese Leute umerziehen? Was man letzte Woche in diesen Piktogrammen sehen konnte, meine Damen und Herren, das war eine Lachnummer. Es war gar die grössere Lachnummer, als das Verhalten von Bundesrat Schneider Ammann. Kurz, es läuft einiges in punkto Integration im Asylwesen. Die Regierung schreibt das in ihrer Antwort. Es braucht keinen weiteren Vorstoss, und schon gar keine Motion, um noch einmal einen drauf zu setzen. Damit komme ich gleich zum Schluss. Wegen meiner etwas heiseren Stimme spreche ich heute etwas weniger, jedoch nicht inhaltlich weniger stark. Es geht immer um den Kostenvergleich. Es heisst, wenn wir in die Integration investieren, sparen wir sieben Franken. Bereits bei den Kinderkrippen hiess es, wenn wir einen Franken ausgaben, erhielten wir dadurch vier Franken zurück. Im sozialen Bereich hiess es, wenn man einen Franken ausbebe, erhalte man diesen fünfmal zurück. Ich glaube diese Zahlen nicht mehr. Das einzige, was stimmt, ist, dass die Kosten einfach immens steigen. Folglich lehnen wir eine Motion apodiktisch ab, und über ein Postulat müssen wir nicht sprechen, da der Vorstoss ja gar nicht gewandelt wird.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Grundsätzlich ist es richtig und unumstritten, dass Sprach- und Integrationsleistungen für anerkannte Flüchtlinge erbracht werden sollen, die eine hohe Chance auf ein Bleiberecht haben. Dies gilt jedoch nicht für Flüchtlinge, deren Status noch gar nicht bekannt ist. Weiter fragt sich die BDP, warum ein neues Gefäss geschaffen werden soll. Dabei spreche ich von den Geschlechterkursen, wie sie im Vorstoss gefordert werden. Wie der Antwort des Regierungsrats zu entnehmen ist, erfahren die Bewohner der Asylunterkünfte bereits Benimmregeln oder, anders gesagt, wie man sich in unserem Land zu verhalten hat; dies im Speziellen auch gegenüber Frauen und Kindern. Das, werte Kolleginnen und Kollegen, erscheint uns als sehr wichtig und zwar nicht erst nach Wochen. Sobald sie hier sind, ist dies unseres Erachtens prioritär und soll in den ersten Tagen geschehen. Wir alle wissen doch, und da schliesse ich mich mit ein, ebenso wie die Männer, die Militärdienst geleistet haben, dass man nicht erst nach der Hälfte der RS über die Regeln für das Zusammenleben informiert wird. Man erfährt vielmehr bereits am Anfang, wie man sich zu verhalten hat, und das scheint uns sehr wichtig zu sein. Das ist prioritär.

Zudem ist für die Problematik der Integration eine gesamtschweizerische Lösung von grosser Bedeutung. Dementsprechend arbeitet der Bund mit einer Arbeitsgruppe, in der praktisch alle Kantone vertreten sind am Projekt Gesamtplanung Neustrukturierung des Asylbereichs. Weiter hat der Regierungsrat des Kantons Bern bereits die Konzeptphase des Projekts Neustrukturierung des Asylbereichs im Kanton Bern (NA-BE) in Angriff genommen. Auf der anderen Seite gibt es Möglichkeiten, ein simples, niederschwelliges Sprach- und Integrationsangebot zu lancieren, indem freiwillige Helferinnen und Helfer ihre Fähigkeiten einsetzen. Sie können die Flüchtlinge anhand praktischer Tätigkeiten, wie beispielsweise dem gemeinsamen Einkaufen oder was das alltägliche Leben sonst so mit sich bringt, einführen und ihnen gleichzeitig gerade auch die Sprache beibringen. Ich möchte Ihnen dazu gerne ein Beispiel aus dem Kanton Solothurn nennen. Dort suchte das HEKS Freiwillige, um mit den Flüchtlingsfrauen ein Stück Land zu bewirtschaften. Meine Schwester hat sich dafür gemeldet. Die Flüchtlingsfrauen haben dadurch die Sprache und gleichzeitig das Verhalten gelernt. Meine Schwester ist Gärtnerin und konnte so freiwillig weitergeben, wie verschiedenes gehandhabt wird. Beispielsweise, wie hier angepflanzt wird, oder auch, wie die Frauen einkaufen gehen. Sie haben dies gemeinsam gemacht und auch zusammen gekocht. Das halte ich für ein niederschwelliges Angebot. Hier muss man beginnen, denn ein solcher niederschwelliger Bereich kann zur Integration beitragen und gleichzeitig die Sprache fördern. Fürs Erste braucht es dafür noch keine regelrechte Sprachschule. Man kann dies auch so machen. Das wissen wir selber: Wenn wir in ein Land gehen, nehmen wir im Alltag bald einmal Wörter auf. Wir können uns mit diesen bereits ein wenig in diesem Land bewegen, und daraus

werden dann auch Sätze. Die BDP lehnt die Motion wie auch den Antrag der Regierung auf Annahme als Postulat ab, aber Sie halten ja ohnehin an der Motion fest.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (PS). Nul ne sait quand se terminera l'épouvantable crise de migration qui a lieu actuellement, mais ce qui est certain, c'est que des crises migratoires, il y en aura encore ces prochaines années. On peut penser à celles qui seront provoquées par le réchauffement climatique, mais il y en a d'autres qui frappent à nos portes. Je vous donne un exemple que je connais très bien, c'est celui de l'Algérie: c'est une bombe à retardement. Pourquoi? Parce que les prix du pétrole ont massivement chuté, c'est bien pour nous, on peut encore d'avantage polluer nos villes, mais la conséquence c'est que c'est une crise sociale sans nom qui est en train d'arriver là-bas, et les jeunes Algériens ne pensent qu'à une seule chose, c'est à s'exiler, à tenter leur chance en Europe, en Suisse ou dans le canton de Berne. Est-ce qu'on peut les blâmer? Est-ce que fuir la misère est un crime? Pour nous non, très clairement pas. Naturellement, ces gens n'ont pas vocation à rester ici en Suisse, en tout cas pas en regard du droit. Mais ce n'est pas si simple que cela de les expulser dans leur pays d'origine. Si je reprends ce fameux exemple de l'Algérie, encore faudrait-il qu'il y ait des accords de réadmission et on sait que ce n'est pas le cas. Alors que faire de ces gens-là? Il y a deux manières de voir les choses: on peut être très cynique et en faire le moins possible en espérant qu'ils s'évadent dans la nature et qu'ils échouent à Calais ou alors on peut se dire que dès qu'ils arrivent ici, on essaie de réunir le plus de conditions possibles pour qu'ils sèment le moins de troubles à l'ordre public. Cela passe par quoi? Par des cours de langue. Il ne s'agit pas de faire en sorte qu'au bout de deux mois ils soient capables de lire Goethe ou Michel Houellebecq, c'est simplement de faire en sorte qu'ils puissent très vite converser avec les habitants des villages où ils sont et avoir des activités toutes simples, comme aller faire des courses ou discuter dans les transports publics. Et il y a un autre aspect qui est très important et qui est prévu dans cette motion, ce sont les cours de civilisation. Cela veut dire quoi? C'est un fait que parmi ces migrants, il y a passablement de jeunes hommes célibataires provenant de pays musulmans qui n'ont pas la même conception de la femme que nous. Leur dire dès qu'ils arrivent ici que la femme n'est pas un objet, que l'égalité homme-femme n'est pas négociable, surtout qu'elle n'est même pas encore vraiment réalisée, leur dire qu'ici il y a la liberté religieuse, leur dire qu'ici il y a la liberté d'expression, y compris la liberté de blâmer, leur dire qu'ici il n'y a pas de place, ou en tout cas il ne devrait pas y avoir de place, pour l'homophobie et l'antisémitisme. Je pense que si ces valeurs-là leur sont inculquées, le peu de temps qu'ils seront ici, peut-être que les relations avec nous autres indigènes seront un peu meilleures que celles que parfois j'entends dans la presse ou dans des conversations de bistrot. Pour ces raisons-là, je vous invite, au nom du groupe socialiste, à soutenir cette motion et j'espère que le plus grand nombre s'y ralliera.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). «Fördern und fordern», das ist das Credo der glp. Wir haben den Motionstitel nicht so richtig verstanden. Was hat das mit Kulturrabatt zu tun? Wenn man zu lesen beginnt, so kann sich die glp eigentlich noch hinter die Forderungen stellen: Man will, dass die Asylsuchenden Kurse besuchen können. Das sehen wir eigentlich auch so. Aber bei genauem Studium des Vorstosses stellen wir fest, dass es hier einmal mehr hauptsächlich um das Fördern geht. Die Motionäre verlangen Zugang zu Angeboten, sprechen aber mit keinem Wort von Sanktionen, die allenfalls bei nicht besuchen eines solchen Kurses vollzogen werden könnten. Es geht nicht nur darum, dass Asylpersonen, wie sie hier genannt werden, Zugang erhalten. Wie ich bereits sagte, muss auch ganz klar festgehalten werden, dass es Sanktionen geben kann, wenn die Kurse nicht besucht werden.

Die glp schliesst sich der Haltung der Regierung an, wonach Asylsuchende im laufenden Verfahren ohne Aussicht auf Bleiberecht nicht auf die Integration, sondern auf die schnelle Ausreise vorbereitet werden sollen. Ich glaube, das ist sinnvoll, darin sind sich wohl die meisten hier einig. Die Übrigen sollen, wie das vorgesehen ist und vielfach auch bereits läuft, mit zielgerichteten Massnahmen wirtschaftlich, gesellschaftlich und auch kulturell integriert werden. «Auf euch hat hier niemand gewartet.» Sicher kennen die meisten hier im Rat diesen Titel einer DOK-Sendung des Schweizer Fernsehens, die kürzlich ausgestrahlt wurde. Entsprechend diesem Titel muss allen Asylsuchenden klar und bewusst werden, dass Sie aktiv werden müssen und – also nach dem Holprinzip – auch wissen wollen, wie es bei uns läuft. Es sollen aus der Sicht der glp nicht einfach Kurse durchgeführt werden. Alle müssen da hindurch, und sie haben vor allem auch das Recht, diese Kurse zu besuchen. Vielleicht ist dies ein Missverständnis. Vielleicht wollen Sie ja auch, dass

die Asylsuchenden diese Kurse besuchen müssen. Doch diese Verpflichtung kommt für uns nicht so ganz klar heraus. Ich gehe jetzt einmal davon aus, dass Sie dies auch wollen. Für uns ist also wichtig, dass nicht einfach irgendwelche Kurse angeboten werden. Sie müssten vielmehr ganz klar mit Augenmass und auf den Einzelfall abgestimmt durchgeführt werden. Es soll auch niederschwellige Sprachangebote geben. Dort kann man sehr viel mit Freiwilligen machen. Als Beispiel nenne ich den Kanton Aargau. Dieser hat eine zentrale Stelle, die Labels vergibt. Er überprüft dort die Angebote genau auf diese Niederschwelligkeit hin. Er koordiniert die Freiwilligen, und so kann er erstens relativ viele Angebote machen, die zudem um einiges günstiger sind. An diesen Punkt möchten wir gerne anknüpfen. Die glp-Fraktion kann einem Postulat zustimmen. Eine Motion lehnen wir geschlossen ab.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Wir Grüne haben unisono gestaunt über den Strauss an Forderungen im vorliegenden Vorstoss der SP. Beflügelt von einem neuen Positionspapier zur Asylpolitik, bringt man die darin gemachten Forderungen denn auch gleich als Motion in den Grossen Rat. Einen Teil der Motion finden wir notwendig und wichtig. Wir begrüssen die Forderung, dass Sprachkurse bereits vom ersten Tag an für alle neuankommenden AsylbewerberInnen, Flüchtlinge und vorläufig aufgenommen Personen zur Verfügung gestellt werden sollen. Mit «alle» sollten denn auch Frauen, Kinder und Männer gleichermaßen gemeint sein. Die Sprache ist der Hauptzugang zur Integration. Wer die Sprache sprechen kann, kann sich nicht nur ausdrücken, sondern versteht auch kulturelle Zusammenhänge eines Landes. Sie ermöglicht einem auch den Einstieg in den Arbeitsmarkt, was eben einen wichtigen Teil der Integration darstellt. Die Kurse, die ja bereits stattfinden, behandeln neben der Sprache eben auch die öffentliche Ordnung, sexuelle Belästigung, häusliche Gewalt, Gesetze und Verhaltensweisen im Allgemeinen. Es ist zentral, dass allen Neuankömmlingen das Wissen über Rechte und Pflichten vermittelt wird. Wir sind also dezidiert der Meinung, dass alle Flüchtlinge, die in der Schweiz Zuflucht suchen, unabhängig von ihrem Status Zugang zu Sprachkursen erhalten sollen. Der Hauptgrund für diese Haltung ist, dass die Mühlen der Asylverfahren und der daraus folgenden Entscheide, ob jemand bleiben kann oder gehen muss, teilweise sehr langsam mahlen. Es muss unerträglich sein, wenn man auf einen definitiven Entscheid wartet und dabei nicht einmal den Zugang zur Sprache erhält, jedoch im Land bleiben muss und sich sicher nur radebrecherisch verständigen kann. Das darf nicht sein.

Kritisch stehen wir den verbindlichen Geschlechterkursen für alle gegenüber. Nach der Motionärin soll in diesen Kursen gelernt werden, wie man respektvoll mit dem anderen Geschlecht und mit Kindern umgeht. Insbesondere sind hier offensichtlich auch die jungen Männer angesprochen. Wir finden aber, dass man mit dieser Forderung alle Männer in einen Topf wirft. Sexismus kommt, unabhängig der Herkunft, in allen Gesellschaften vor. Ob die Lösung dafür ist, alle Flüchtlinge solche Geschlechterkurse besuchen zu lassen, bezweifeln wir. Wir sind vielmehr der Meinung, dass vor allem eben der Zugang zur Sprache hilft, kulturelle Missverständnisse aus dem Weg zu räumen. Zusammenfassend kann ich sagen, dass wir mit den Formulierungen des Vorstosses unglücklich sind. Er beinhaltet verschiedene Forderungen, die man besser einzeln und sorgfältiger ausformuliert vorgelegt hätte. An dieser Stelle danken wir auch dem Regierungsrat für die Antwort und dafür, dass er darin etwas aufgeräumt hat mit dem «Chrüsümüsi» der Begriffe und Forderungen. Ich komme zum Schluss. Wir unterstützen die Motion nicht. Ein Grossteil der Fraktion würde einem Postulat zustimmen, eine Minderheit lehnt auch das Postulat ab, und einzelne werden sich der Stimme enthalten.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Rapidement je vous explique que nous partageons l'avis exprimé dans la motion, selon lequel il y a lieu de transmettre le plus rapidement possible les valeurs de notre société aux personnes qui devront être intégrées. En outre, l'acquisition de compétences linguistiques est l'étape la plus importante sur la voie de l'intégration. Mais les perspectives de séjour doivent être examinées et il n'est pas optimal, selon nous, d'investir pour les personnes qui n'ont pas de chance d'obtenir un droit de séjour en Suisse. Et il s'agit surtout de ne pas contrevenir à une politique de renvoi efficace. Le groupe PEV suit donc le raisonnement du Conseil-exécutif exprimé dans sa réponse. Nous soutiendrions l'adoption de cette intervention sous la forme du postulat, raison pour laquelle je vous encourage à la transformer.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die EDU-Fraktion ist der Meinung, dass nicht alle neu ankommenden Flüchtlinge Sprach- und Geschlechterkurse erteilt bekommen sollen. Asylsuchende ohne Aussicht auf ein Bleiberecht sollen den anerkannten Flüchtlingen nicht gleichgestellt werden.

Wir können als Kanton nicht alle Personen integrieren. Deshalb ist es wichtig, die Wegzuweisenden auf die Ausreise vorzubereiten. In der Antwort des Regierungsrats lesen wir zudem, dass der Kanton Bern den neu ankommenden Asylsuchenden in den Kollektivunterkünften Benimm- und Anstandsregeln vermittelt. Anerkannte Flüchtlinge erhalten ja bereits im Integrationsprogramm Informationen über das Leben in der Schweiz. Wir lehnen die Motion ab.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Die Gruppe von Motionärinnen und Motionären fordert, sämtlichen neu ankommenden Flüchtlingen, allen Asylbewerbern und allen vorläufig aufgenommenen Personen den Zugang zu Sprach- und Geschlechterkursen zu garantieren. Ich sehe schon: Die Motion wurde nach den vielen Vorfällen von sexueller Belästigung durch Asylananten in Deutschland eingereicht. In einer Hinsicht bin ich mit den Motionären einverstanden; nämlich darin, dass dies nicht geht und man hier unsere Regeln und Gesetze durchsetzen muss. Aber, Grossrätinnen und Grossräte, braucht es denn für gewisse Personengruppen immer noch eine Extraeinladung zur Befolgung von Regeln und Gesetzen? Der Regierungsrat schreibt ja in seiner Antwort, dass die Asylsuchenden bereits heute in den Kollektivunterkünften durch das Personal der Betreuungsorganisationen über die hier geltenden Benimm- und Anstandsregeln sowie über die hier geltenden Sitten und Pflichten informiert werden. Zudem führt die Kapo Bern in den Unterkünften Module zu den Themen öffentliche Ordnung, sexuelle Belästigung, kurz gesagt, zu den hier geltenden Regeln durch. Ich habe manchmal schon ein wenig den Eindruck, viele Asylsuchende nützten den Mitleideffekt schamlos aus, der ihnen von einigen Gruppierungen entgegengebracht wird, und sie bewegen sich in der Folge hier so, als wäre unser Staat für sie ein rechtsfreies Neandertal. Ich finde, ein Minimum an Integrationswillen und Integrationsfähigkeit müsste man von den anerkannten Flüchtlingen schon erwarten können. Sonst muss man dann ehrlich sein und sagen, es habe keinen Sinn. Zusammengefasst: Die durchgeführten Massnahmen zur Befolgung der hier geltenden Sitten und Regeln und die nützliche Integration – soweit maximal notwendig, mit dem Erlernen der Sprache usw. – müssen ausreichen. Ziel muss sein, dass diese Leute möglichst schnell wieder nach Hause gehen können. Und es darf nicht das Ziel sein, dass man sakrosankt einfach alle hier integriert. Wenn sie nur vorläufig aufgenommen bzw. abgewiesen sind, ist das Ziel nicht das Integrieren, sondern das Zurückschaffen so bald wie möglich. Die SVP-Fraktion lehnt die Motion aus den genannten Gründen einstimmig ab.

Le président. Damit kommen wir zu den Mitmotionären oder Einzelsprechern.

Meret Schindler, Berne (PS). In der Motion steht, die Regierung werde beauftragt, für diese Leute verpflichtend Zugang zu Sprach- und Geschlechterkursen zu organisieren. Es steht nirgendwo, ob dies mit bezahlten Lehrpersonen erfolgen soll, oder ob es auch Freiwillige sein können. Und, Andrea Gschwend, es ist so, dass vorläufig Aufgenommene teilweise während 10 oder 20 Jahren in der Schweiz bleiben. Das sehen wir ja jetzt beispielsweise bei den Leuten aus Sri Lanka. Sie hatten seit den 80er-Jahren einen unsicheren Status hinsichtlich dessen, ob sie zurückgeschickt werden. Das sind Leute, die wir in unsere Gesellschaft integrieren müssen, damit sie Deutsch sprechen können, sich hier benehmen und wissen, wie wir miteinander umgehen. Und zum zweiten Punkt. Wo sind denn die Leute, die auf eine Ausweisung warten? Oder diejenigen, welche noch keinen Entscheid erhalten haben und jahrelang hier sind? Sie sind hier bei uns, sie sitzen nicht irgendwo abgeschottet in einem Gefängnis. Sie sind Teil unserer Gesellschaft, und müssen doch wissen, wie wir miteinander umgehen!

Für uns geht es auch nicht darum, zu sagen, alle ausländischen Männer seien daneben, alle ausländischen Frauen seien anständig, alle Schweizer ebenfalls und alle Schweizerinnen sowieso. Es geht darum, dass die Leute wissen, wie wir hier miteinander umgehen; dass Frauen hier genauso arbeiten gehen können, wenn sie möchten und dass Männer sich genauso im Haushalt beteiligen können. Vielen Leuten ist das klar, aber es gibt eben auch Leute, denen das nicht klar ist. Deshalb bitte ich Sie, die Motion zu unterstützen.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Hier im Rat besteht nun plötzlich ein wenig eine verkehrte Welt. Die Sozialdemokraten sind diejenigen, die sagen, wie wichtig die Forderungen der Motion seien. Davon sind wir auch nach wie vor überzeugt, sonst hätten wir sie nicht eingereicht. Auf der anderen Seite, mehr im bürgerlichen Spektrum und von hier vorne geradeaus gesehen, wird gesagt, es sei eigentlich alles gut. Bisher habe ich solche Töne eher umgekehrt wahrgenommen.

In Artikel 2 der Genfer Flüchtlingskonvention steht: «Jeder Flüchtling hat gegenüber dem Land, in

dem er sich befindet, Pflichten, zu denen insbesondere der Verpflichtung gehört, die Gesetze und sonstigen Rechtsvorschriften sowie die zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung getroffenen Massnahmen zu beachten.» Eigentlich wollen wir nicht mehr, aber auch nicht weniger. Wir sagen auch in aller Deutlichkeit, dass jeder Asylbewerber, der zu uns kommt unbestrittenerweise ein faires Verfahren zugute hat. Wir erwarten andererseits auch von ihm ein faires Verhalten in diesem Staat. Die meisten Flüchtlinge kommen nun einmal aus Gebieten mit einem völlig anderen Werteverständnis als dem Unseren, mit einem völlig anderen Begriff von Grundwerten und Demokratie – sofern sie letztere überhaupt kennen. Sie haben ein Familien- und vor allem auch ein Frauenbild, Kollegin Linder, das dem Unseren unserem völlig, diametral, entgegenläuft. Es ist daher noch interessant, dass gerade du vorhin vehement gegen die Motion gesprochen hast.

Uns geht es darum, dass man – auch wenn man hier im Rat bedauern mag, dass sie zu uns kommen – wirklich alle diese Einzelschicksale ernst nimmt und die Leute korrekt behandelt. Aber das verheerendste in der ganzen Asyldebatte und Flüchtlingsdebatte ist das Totschweigen von Problemen. Denn es gibt Probleme in diesem Zusammenhang, und das, was wir in unserer Motion aufnehmen, ist eben eines dieser Probleme, die wir miteinander angehen und diskutieren müssen. Deshalb finden wir es wichtig, dass es zu einer Verpflichtung wird, diese Leute unabhängig vom Status, mit dem sie kommen oder ob sie bleiben können, in diese Kurse zu schicken. Dies um weitere und grössere Probleme längerfristig zu vermeiden. Denn das Asylverfahren dauert in der Regel länger als nur zwei, drei Tage, während derer sie hier sind. Deshalb bitte ich Sie dringend, die Motion zu unterstützen.

Le président. Es ist noch ein Votum gemeldet. Kann ich die Rednerliste danach schliessen? – Das ist der Fall, dann können wir wahrscheinlich heute noch bereinigen.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ich möchte noch kurz eine Bemerkung machen. Der Regierungsrat sagt ja, eine frühzeitige Vermittlung unserer gesellschaftlichen Werte sei für das Gelingen der Integration sehr wichtig. Und diesem Umstand trage der Kanton Bern bereits heute Rechnung, indem eben neu ankommende Asylsuchende in den Kollektivunterkünften durch das Personal der zuständigen Betreuungsorganisationen über Benimm- und Anstandsregeln informieren und an die hier geltenden Sitten und Pflichten heranzuführen lasse. Aber ich möchte Ihnen sagen: Die Realität sieht einfach anders aus. Diese Betreuungsorganisationen sind heute völlig am Anschlag. Auf 100 Leute kommen eine, bestenfalls zwei Betreuende. Zudem besteht eine Sprachbarriere. Die Betreuenden sprechen die Sprachen der jetzt ankommenden Asylsuchenden nicht, und sie geben zu, dass sie sich mit ihnen «mit Händen und Füßen» verständigen. Da liegen keine grossen Efforts bezüglich Informationen über Benimm- und Anstandsregeln drin. Seien Sie sich dessen einfach bewusst; das ist die Realität!

Le président. Vor dem Regierungsrat hat für die SP-JUSO-PSA-Fraktion noch einmal die Urheberin des Vorstosses, Frau Grossrätin Brunner, das Wort.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Ich bin nicht die alleinige Urheberin, es ist eine Fraktionsmotion. Vielen Dank für diese Debatte. Das ist es, was wir wollten. Es geht nämlich genau um das, was unser Kollege Peter Siegenthaler gesagt hat: Es gibt Probleme, und wir müssen lernen, mit diesen umzugehen. Wir dürfen sie nicht totschiweigen. Wie wir das tun können, wissen wir auch nicht abschliessend. Es geht darum, uns gemeinsam auf den Weg zu machen um das herauszufinden. A wenigsten Widerspruch haben wir zur glp. Das habe ich am Votum von Christoph Grimm gemerkt. Das Motto des Papiers, das wir in der SP-JUSO-PSA-Fraktion Kanton Bern zu diesem Thema verfassen, lautet ganz klar «Fördern und fordern». Genau um diesen Grundsatz geht es. Es geht darum, dass es in dieser Thematik ein Geben und Nehmen geben muss. Unsere Motion steht in keiner Art und Weise im Widerspruch zu einem schnellen Wegweisungsverfahren. Aber wie ich vorhin sagte: 90 Prozent der vorläufig Aufgenommenen werden vermutlich während längerer Zeit bei uns bleiben. Wir denken einfach viel weiter. Zuerst kommt die Sprachintegration, dann geht es um Sitten und Gebräuche. Später folgt irgendwann die Integration auf der Ebene, dass man ein Arbeitsprogramm oder Tagesstrukturen hat, in denen sich die Leute beschäftigen können. Dann folgt die Arbeitsintegration, und erst ganz, ganz am Ende – das kann ich offenlegen – geht es uns um den Erhalt unserer Sozialwerke. Zu diesen müssen und wollen wir Sorge tragen. Dabei stützen wir uns auf das, was ich bereits angetönt habe: Es braucht etwas, damit die Integration gelingt, aber sie kann gelingen. Und die OECD geht aufgrund einer Untersuchung, die

sie meines Wissens in Norwegen durchgeführt hat, ganz klar davon aus, dass die Menschen, die zu uns kommen, auch einen Wert mitbringen, wenn die Integration gelingt, und dass die hier ansässige Bevölkerung sogar davon profitiert. Auch aus dieser Sicht besteht hier daher kein Widerspruch.

Die Grünen haben den «Chrüsimüsi»-Vorstoss moniert. Okay, aber wenn sechs Leute in aller Schnelle einen gemeinsam einen Vorstoss machen, ist halt vielleicht nicht ganz alles klar, das gebe ich zu. Ich möchte jedoch darauf hinweisen, dass die SP-Frauen bereits im Juni begonnen haben, sich mit diesem Thema auseinanderzusetzen und überlegten, wie man vorgehen könnte. Diese Motion ist auch ein Ergebnis dieser Auseinandersetzung. Wir danken für die Diskussion, wir halten an der Motion fest und wünschen Ihnen einen schönen Abend.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Besten Dank für die Diskussion. Ich mache es ganz kurz. Der letzte Abschnitt der Regierungsantwort sagt eigentlich aus, weshalb die Regierung den Vorstoss zur Annahme als Postulat empfiehlt. Der Grund dafür sind die Arbeiten am Projekt NA-BE, Neustrukturierung des Asylbereichs im Kanton Bern, wonach die GEF für die Integration zuständig ist. Wenn der Vorstoss so angenommen würde, könnten die entsprechenden Arbeiten in diesem Bereich aufgenommen und weitergeführt werden.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über die Motion. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 32

Non 90

Abstentions 4

Le président. Sie haben die Motion abgelehnt. Ich habe nun als Information zu den Beratungen von Morgen noch eine Bemerkung zu machen, bevor Sie nach Hause gehen. Bei Traktandum 12, der Finanzmotion 012-2016, werden wir eine zweigeteilte Debatte führen. Zuerst sprechen wir über die Verbindlichkeit der Finanzmotion und anschliessend über deren Inhalt. Wir machen dies also in zwei Teilen. Dies, damit sich die Votanten zu diesem Geschäft entsprechend vorbereiten können. Ich wünsche Ihnen allen einen schönen Abend.

La séance est levée à 16 heures 30.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Claudine Blum (d)